

24 février 1981

STRUCTURE DE LA RECHERCHE
AU
CAMEROUN

STRUCTURE DE LA RECHERCHE AU CAMEROUN

Table des matières

I - Introduction générale

II - Organisation de la recherche au Cameroun : de l'époque coloniale à 1975.

Introduction

1 - Domaines de recherche

A - La recherche agricole

B - La recherche médicale

C - La recherche zootechnique et vétérinaire

2 - Relations entre la recherche et le développement

3 - Formation du personnel local

III - Organisation de la recherche sous l'ONAREST et la DGRST

Introduction

1 - Domaines de recherche

A - Recherche agricole

B - Recherche zootechnique et vétérinaire

C - Recherche médicale

D - Recherche en sciences humaines

2 - Formation du personnel

.../...

Table des matières (suite)

3 - Conclusions sur la DGRST

CONCLUSIONS GENERALES

I - INTRODUCTION GENERALE

A la suite des réunions de Singapour et d'Ottawa en octobre dernier, le Bureau du Vice-Président à la Planification nous avait demandé de préparer une note sur les structures de recherche d'un pays francophone de l'Afrique de l'Ouest ou du Centre.

Le choix du pays tomba sur le Cameroun et cela pour deux raisons. Tout d'abord il y a le fait que le Cameroun est à l'exemple du Canada un pays bilingue : francophone et anglophone à la fois. En outre la structure de la recherche surtout après la restructuration de l'office apparaissait comme l'archétype de l'organisation de la recherche dans l'Afrique francophone anciennement sous domination française.

Les raisons diverses ne nous ont pas permis d'envoyer cette note à temps. Il a fallu environ deux mois pour résoudre le problème de visa. Le Cameroun n'ayant pas de représentation diplomatique à Dakar, il fallait se rendre en Europe pour obtenir le visa avant de se rendre à Yaoundé pour procéder aux interviews et collecter les données. C'était déjà décembre ! Tout s'est finalement arrangé.

Les lignes qui suivent ne constituent pas une étude systématique sur l'organisation de la recherche au Cameroun mais elles s'efforcent de décrire et de donner un panorama de la structure de la recherche de ce pays.

L'approche utilisée est délibérément historique parce qu'il y a deux périodes bien distinctes dans l'organisation de la recherche au Cameroun.

Dans la première période qui va jusque vers 1974, le Cameroun fait partie du système de la recherche tropicale française. Les instituts qui opèrent au Cameroun ont presque tous leur siège social à Paris et c'est là que se détermine et se définit l'orientation de la recherche. Ceci est surtout vrai pour la recherche agronomique, industrielle et médicale.

La deuxième période commence vers 1974 avec la création de l'ONAREST⁽¹⁾ et surtout sa réorganisation en 1976 est caractérisée par la mise en place d'un organisme unique chargé de coordonner et de mener la recherche sur toute l'étendue du territoire national. C'est à la fois la nationalisation et la centralisation de la recherche au niveau d'un seul organisme.

Les lignes qui vont suivre essayent de dégager cette représentation historique de l'organisation. Elles ne s'intéressent pas aux dépenses faites ni résultats compte tenu de la structure dans laquelle le pays se trouvait pour la première période et pour la deuxième période parce que tout encore en pleine organisation.

I - ORGANISATION DE LA RECHERCHE AU CAMEROUN : de l'époque coloniale à 1975

Introduction

Jusqu'en 1975, les structures de la recherche au Cameroun relèvent de la France tant pour le fonctionnement, l'équipement que le personnel. Il s'agit dans la plupart des cas d'une recherche orientée et utile. Elle est surtout développée dans l'agriculture où le Cameroun apparaît comme la plaque tournante de toute l'Afrique Centrale et Equatoriale ex-française. Les stations du Cameroun ont longtemps servi de stations pour les stations de recherche situées en République Centrafricaine, au Tchad, au Gabon et en République Populaire du Congo.

La recherche agricole sera surtout orientée vers les produits d'exportation et les stations comme les laboratoires sont des succursales pour les institutions-mères installées en France et dont l'ORSTOM, la plus importante, a des ramifications dans toutes les ex-colonies françaises.

En dehors de la recherche agricole de loin la plus importante, on trouve la recherche en sciences humaines assurée surtout au niveau de l'université de Yaoundé qui reste une fois encore la plus vieille des institutions universitaires de l'ex-Afrique Equatoriale française. De loin vient ensuite la recherche médicale patronnée surtout par l'ORSTOM et par l'Institut Pasteur en ce qui concerne les vaccinations et les préventions microbiennes et bactériologiques. C'est par une approche séparée qu'il faut aborder les problèmes de la recherche sectorielle en raison de l'appartenance à des structures différentes.

1 - Domaines de recherche

A - La recherche agricole

La recherche agricole était menée au Cameroun par six instituts français qui en 1975 totalisaient 187 chercheurs et laborantins. Il s'agit de :

- a) Institut français du Café, du Cacao et des Plantes Stimulantes (IFCC)
- b) Institut de Recherches pour les Huiles et les Oléagineux (IRHO)
- c) Institut de Recherches sur le Caoutchouc en Afrique (IRCA)
- d) Institut de Recherches Agronomiques Tropicales et des Cultures Vivrières (IRAT)
- e) Institut français de Recherches Fruitières Outre-Mer (IFAC)
- f) Office de la Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer (ORSTOM).

Chaque institut est spécialisé dans un domaine précis bien que l'IRAT et l'ORSTOM aient un éventail plus large et couvrent pratiquement tous les secteurs de la recherche agricole. La coordination ne se fait donc pas au niveau national ou local mais plutôt au niveau de Paris. Le Cameroun apparaît dès lors comme un maillon dans le contexte général de la recherche agricole tropicale française qui a des ramifications dans presque toutes les anciennes colonies françaises d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Centrale et Latine.

La recherche agricole au Cameroun n'a jamais été une recherche fondamentale. C'est une recherche appliquée destinée à résoudre des problèmes pratiques qui se posent au pays. Elle porte essentiellement sur :

- a) la nutrition minérale et études des sols
- b) la défense des cultures contre le parasitisme animal, fongique
- c) l'orientation de la production

- d) l'organisation de la jachère et participation des cultures vivrières au système de la jachère.
- e) et depuis quelques années la participation au programme de recherche sur les plantins.

Dans tous ces programmes, la nutrition minérale paraît être le point commun de tous les instituts. Elle revêt pour les sols tropicaux une importance primordiale en raison de la décomposition rapide des sols. Le Cameroun qui par la variété de ses climats et de ses sols est un microcosme de toute l'Afrique, présente pour la recherche agronomique un intérêt évident et constitue un terrain-laboratoire pour les autres pays. On y rencontre le climat équatorial dans le sud, le climat tropical humide dans le centre et le climat semi-sahélien dans le nord en bordure de la frontière nigériane.

Après la nutrition minérale qui jusqu'alors est considérée comme un élément fondamental de tout système de culture, vient le programme de défense des cultures contre le parasitisme microbien, animal, etc... Face à ces deux orientations, les autres n'ont qu'une importance limitée.

B - La recherche médicale

Celle-ci se fait surtout dans le cadre de l'Institut Pasteur Cameroun ou dans les sections d'entomologie médicale et de nutrition de l'ORSTOM. Elle est active et maintient des liens étroits avec d'autres sections établies dans d'autres pays de la région.

La recherche est surtout ancrée sur les maladies tropicales et elle a joui d'une certaine efficacité dans la mesure où elle s'appuyait sur d'autres stations éparpillées un peu partout en Afrique. Les recherches à l'Institut Pasteur sont surtout sur les vaccins, les immunologies et les maladies virales. L'ORSTOM

utilise son infrastructure pour étudier surtout les problèmes de nutrition et leur impact sur la croissance ainsi que les fléaux tropicaux notamment la maladie du sommeil.

Sur le plan de la recherche médicale, le Cameroun n'est pas le point central. Les bureaux de coordination se trouvent à Abidjan et à Dakar. Et en dehors du personnel permanent, il y a des équipes itinérantes venant d'autres pays et qui travaillent sur les mêmes cas. Cela permet une meilleure coordination des efforts.

C - La recherche zootechnique et vétérinaire

Elle paraît avoir intéressé beaucoup les populations locales. Elles ont elles aussi développé leurs élevages et que les grands élevages ne sont en sécurité du point de vue maladie que s'il existe un cordon sanitaire autour des concessions.

Le Cameroun est aujourd'hui le premier de l'Afrique Centrale pour la recherche vétérinaire grâce à son institut hérité de l'ex-AEF qui dispose d'un personnel de haut niveau et qui mène une recherche de qualité.

Malgré les progrès réalisés dans ce domaine, le Cameroun est encore loin de combler son déficit en viande et est obligé d'importer une partie de sa consommation. Par contre, la production ne cesse de s'améliorer et le pays envisage déjà la mise sur pied d'un complexe intégré de production laitière. Il espère ainsi parvenir, avant la fin du siècle, à enrayer le lait de ses produits d'importation.

La recherche zootechnique était encore la seule qui disposait de toute l'organisation au pays. L'Institut de Médecine vétérinaire de Ngaoundéré était un centre de recherche important disposant de stations dans d'autres pays de la zone. Progressivement cependant, ses activités se sont limitées au seul territoire du Cameroun.

2 - Relations entre la recherche et le développement

Il y a lieu de distinguer deux types de recherche : un premier type essaye de résoudre certains problèmes vitaux de l'homme et de son milieu. C'est dans ce cas qu'il faut classer la recherche médicale si embryonnaire qu'elle ait été ainsi que la recherche zootechnique et vétérinaire. On doit néanmoins noter que ces deux derniers secteurs n'ont jamais eu autant de fonds et de personnes adonnées à la recherche que l'agriculture.

Les programmes de recherche de celle-ci sont tournés exclusivement vers les cultures exotiques d'exportation.⁽²⁾ Sur les six instituts qui s'occupent de la recherche agricole, cinq travaillent sur les produits d'exportation. Les cultures vivrières indispensables aux besoins de la population n'entrent en ligne de compte que pour l'IRAT et surtout comme appendice pour assurer l'enrichissement du sol dans un assolement conséquent.

Bien qu'il soit difficile d'obtenir des données financières⁽³⁾ précises sur les dépenses de la recherche agricole pour la période précédant la création de l'ONAREST, on a néanmoins des idées assez précises sur la proportion des chercheurs engagés dans les différents types de cultures. De 1960 à 1974, l'IRAT qui semblait être le seul institut à s'occuper des cultures vivrières avait au Cameroun une proportion variant entre 12 et 17% des chercheurs oeuvrant dans le secteur agricole. Certes, il est difficile d'évaluer l'importance d'un institut par le nombre des chercheurs d'autant plus que dans le cas d'espèce, le pays hôte n'est qu'un maillon d'une chaîne plus longue et qu'il ^{peut} bénéficier des résultats obtenus dans l'ensemble du système. Cela donne néanmoins une orientation dans ce sous-secteur. Les autres instituts s'intéressent surtout aux cultures orientées presque exclusivement vers l'exportation⁽³⁾.

La politique agricole du Gouvernement est dans la suite directe de la structure de recherche en place et qui lui sert de support et qui elle-même est héritée de la période coloniale.

L'obsession des devises étrangères semble être le mobile fondamental de l'agriculture camerounaise de cette période. Elle n'est pas spécifique au Cameroun mais paraît être le corollaire de toute économie de plantation. Elle a, à son actif au Cameroun, une relative prospérité par rapport aux pays voisins ne disposant pas d'une structure semblable.

Le pays a joui d'un certain équilibre entre le développement rural et le développement urbain. Cela a permis la mise en place d'une infrastructure - quoique difficilement entretenue - indispensable à la modification des mentalités et à l'apparition d'une agriculture paysanne progressive.

La recherche obéissait ou semblait obéir aux exigences du marché extérieur. L'expansion de l'agriculture industrielle profite au pays mais on ne peut avec exactitude mesurer la part du flux qui reste à l'extérieur et celle qui rentre dans l'économie nationale. C'est d'ailleurs l'incertitude du marché et surtout la fluctuation des cours des matières premières agricoles ainsi que l'augmentation des besoins domestiques qui a poussé à la nationalisation de la structure de la recherche afin de l'orienter vers la solution des problèmes urgents du pays.

Les bienfaits dans la balance des paiements sont visibles. Le pays est l'un des rares pays à avoir une balance commerciale équilibrée au cours de ces sept dernières années. Le taux de croissance économique reste élevé bien que le croît démographique (environ 2,8%) semble relentir les efforts vers le bien-être global.

Pendant toute cette période, la politique agricole du pays tient largement compte de ces considérations pratiques. Elle est orientée vers les cultures pérennes et l'agro-industrie qui apportent le plus de devises au pays.

On ne peut assurer qu'il y a une liaison entre la recherche et la politique agricole du pays dans la mesure où ce dernier n'a aucune prise sur les instituts qui font la recherche, et qui d'ailleurs n'ont pas la nationalité du pays où ils opèrent.

Cependant une triple relation se dégage :

a) la recherche sert au développement des grandes plantations agro-industrielles dont l'apport dans l'approvisionnement des devises est important.

b) le gouvernement a adapté pendant longtemps ses vues à celles des instituts de recherche dont la préoccupation première semble avoir été de fournir des produits tropicaux aux pays industrialisés de l'Europe Occidentale.

c) l'hypothèque qui pesait sur le pays et son développement dans son ensemble, les devises restant la préoccupation fondamentale de l'agriculture.

Par contre la situation est radicalement différente dans le secteur médical et vétérinaire où l'on s'efforce de résoudre les problèmes concrets notamment l'éradication de certaines endémies, Elle intéresse directement la population locale. Elle a servi longtemps de guide pour les actions concrètes.

3 - Formation du personnel

Toute institution de recherche soucieuse de son avenir s'occupe de la formation des cadres qui doivent assurer la continuité. Il s'agit d'assurer la formation sur le tas dans le domaine où l'on travaille. Certains secteurs s'y prête mieux que d'autres et seule une approche sectorielle permet de saisir la réalité.

Dans un système regroupant plusieurs pays tel qu'il fonctionnait à cette période, la carence dans un pays pouvait facilement être comblée par l'abondance dans l'autre grâce à la mobilité

de la main-d'oeuvre. Seule prévaut la cohérence de l'ensemble. Ainsi conçue, on peut affirmer que les instituts de recherche n'ont pas considéré la formation comme une tâche prioritaire dans la mesure où la métropole avait des cadres formés en abondance et qu'au niveau régional, une compensation pouvait se faire entre pays.

Cependant dans certains domaines la formation a été assurée mieux que dans d'autres. C'est le cas notamment de la recherche en sciences humaines et de la recherche zootechnique et vétérinaire.

La recherche en sciences humaines se fait presque exclusivement dans le cadre de l'Université. La liaison entre l'enseignement et la recherche a pu permettre pour ce secteur le maximum de formation dans le cadre de la recherche. Les meilleurs travaux de sociologie et d'économie camerounaise se font dans le cadre d'instituts et centres de recherche universitaire.

Dans ce domaine le Cameroun possède des cadres de haut niveau et est nettement en avance sur d'autres pays d'Afrique du Centre anciennement sous domination française.

Pour ce qui est de la zootechnie et de la médecine vétérinaire la formation était rendue nécessaire pour pouvoir servir les populations éloignées des milieux ruraux et dont l'attachement à l'élevage est connu.

Dans la partie nord du pays, l'élevage est une activité très importante à laquelle il faut attribuer une importance conséquente pour le développement socio-économique du pays. D'autre part, comme dans le cas précédent, la recherche et la pratique paraissent intimement liées. L'institut de Médecine Vétérinaire qui sert de support avait déjà depuis longtemps toute son infrastructure pour servir uniquement en Afrique par une méthode combinée de recherche-vulgarisation. Bien que le bilan de cette action soit

mitigée, on doit reconnaître d'avoir contribué à l'amélioration sensible de l'élevage camerounais.

Les deux secteurs cités ci-dessus disposent d'un personnel de qualité dont seule l'utilisation limite l'expansion de la recherche.

La situation est différente dans les secteurs médical, agronomique et technique. Les raisons sont multiples. Tout d'abord, si l'on exclut pour le cas de la médecine la recherche faite à la Faculté, les instituts de recherche médicale fonctionnent comme entreprises étrangères dans lesquelles quelques Camerounais compétents sont recrutés mais sans qu'il soit nécessaire de leur assurer une carrière à long terme. Il y a aussi le fait que, dans ce domaine précis beaucoup de cadres désertent et finissent par l'Université où la recherche moins contraignante autorise l'accès à la médecine libérale. Ceci favorise, par accords de coopération interposés, le maintien d'un nombre élevé d'expatriés dans ce secteur-même après la nationalisation.

Le cas de la recherche agricole est légèrement différent. Il y a plusieurs instituts et il n'est pas du tout aisé d'assurer la formation à tous les niveaux. Mais il y a surtout - le fait déjà maintes fois signalé - que ces instituts n'ont pas été conçus comme entreprises nationales camerounaises. Le succès de la recherche pouvait être acquis parfois sans le concours des cadres nationaux. Ceci n'implique pas qu'ils ne soient pas engagés dans ces instituts. L'engagement n'implique pas l'existence d'une politique cohérente visant la formation en vue d'avoir une relève en bon ordre. La réduction actuelle de l'activité de la recherche agronomique en est la démonstration.

On peut lire dans le rapport d'activité 1979 du Centre de Ngombe cette phrase " Un des grands problèmes du centre est évidemment d'assurer une activité de recherche avec un personnel réduit tout en accentuant la formation pour assurer l'expansion future".(5)

De ce qui précède trois conclusions s'imposent :

1° Durant toute cette période, il n'y a pas une politique de formation des cadres nationaux pour la recherche. Mais il y a eu néanmoins la formation dans certains secteurs où parfois la participation des cadres nationaux était indispensable pour pallier l'insuffisance des chercheurs expatriés.

2° Dans certains secteurs, les chercheurs nationaux se sentent moins attirés. Mais c'est dans le système qu'il faut chercher la justification de l'attitude des uns et des autres.

3° Jusqu'en 1974, du moins, les responsables politiques ne considéraient pas la recherche comme priorité et son lien avec le développement encore très mal perçu. L'accent sera mis sur la vulgarisation de la masse d'éléments techniques et scientifiques importés de l'extérieur. La nécessité de la recherche n'étant pas perçue, il n'est que normal qu'un effort conséquent n'ait pas été consenti à la formation des cadres qui devaient en assurer la continuité.

III - ORGANISATION DE LA RECHERCHE SOUS L'ONAREST ET LA DGRST

Introduction

En juin 1974, le Gouvernement du Cameroun crée l'Office de la recherche scientifique et technique qui est un organe de coordination de la recherche. En mars 1976, le Gouvernement restructure l'Office et étend son domaine d'action. D'après l'article 2 du décret du 6 mars 1976, l'ONAREST se propose notamment de :

" 1° orienter, coordonner et contrôler la recherche sur toute l'étendue de la République Unie du Cameroun,

2° susciter et faciliter les recherches scientifiques et techniques destinées à promouvoir le développement économique et social de la Nation,

3° poursuivre l'exécution de ces recherches, et, dans la mesure du possible, dans ses propres laboratoires, de réunir des collections, de constituer une documentation scientifique et de procéder à la publication des travaux de recherche ; etc"

Dans une vue rétrospective et prospective à la fois, la création de l'ONAREST correspond à la nationalisation des structures de recherche parce qu'il :

- se substitue aux laboratoires, instituts et centres de recherche fonctionnant sur toute l'étendue de la République,
- et entretient avec l'Université de Yaoundé des rapports particuliers définis au Titre V du décret portant sa création...

Il y a donc une rupture nette avec le passé du moins sur trois points :

1° l'existence d'une volonté nationale de promouvoir la recherche désormais perçue comme indispensable au développement socio-économique de la nation,

2° le souci de créer une capacité de recherche nationale autonome et de ne plus se considérer comme membre d'un empire ou d'une zone d'influence quelconque,

3° l'existence d'une véritable volonté de formation et de promotion des cadres nationaux dans la recherche par une utilisation optimale de l'Université.

La proclamation d'une volonté est une chose et la réalisation une autre. L'Office n'existe que depuis cinq ans. C'est encore la période de tâtonnements mais il est possible de voir la restructuration de la recherche et de voir secteur par secteur l'impact de l'organisation nouvelle.

A - La recherche agricole

En tant qu'organisme unique de la recherche agricole forestière, la création de l'IRAF (Institut de Recherches Agricoles et

Forestières) supprime et/ou absorbe tous les instituts français existants et qui s'occupaient de la recherche agricole au Cameroun. Il s'agit de sept instituts déjà cités ci-dessus (3).

Le nombre élevé d'institutions ou instituts absorbés ainsi que leur spécialisation laissaient prévoir nettement que le nouvel office ne serait pas la photocopie du passé et qu'il ne ferait pas face à ses obligations si tous les chercheurs étrangers venaient à partir. En 1975 en effet, 70% d'ingénieurs agronomes et des biologistes oeuvrant dans la recherche agricole étaient des étrangers. Dès lors, une nationalisation suivie du départ des cadres expatriés signifiait l'arrêt de la recherche. C'est pourquoi les responsables se sont efforcés de passer les accords de coopération avec les anciens instituts français afin d'assurer la continuité de la recherche dans les domaines considérés comme vitaux pour le pays ainsi que la formation des cadres nationaux, et par la nomination des Camerounais compétents à des postes de responsabilités afin qu'ils impriment à la recherche les orientations décidées par le pouvoir politique. En effet, tous les hauts cadres remplissent les exigences voulues du point de vue académique et scientifique. Beaucoup sont docteurs et/ou professeurs à l'Université ou dans un établissement d'enseignement supérieur. Au niveau intermédiaire sur le terrain, certains vides persistent. Il y avait 187 agronomes et biologistes s'occupant de la recherche agricole en 1975, il n'y en a plus que 113 en 1980. Certes la perte n'est très importante et ne serait pas ressentie si la relève au niveau des nationaux était assurée.

Malgré les aménagements actuels cependant, le nombre des chercheurs reste limité en quantité et en qualité. Ceci est évidemment en contradiction avec les chiffres et les prévisions des officiels. En se référant aux plans du gouvernement on peut dire qu'aucun problèmes majeur ne saurait se poser pour la recherche parce que, outre les accords de coopération bilatérale, les institutions d'enseignement supérieur fournissent maintenant assez de diplômés. Le plan quinquennal 1976-1981 prévoit notamment la formation supplémentaire de 60.430 emplois dont 500 cadres supérieurs.

Parmi ceux-ci on espère 100 ingénieurs agronomes (4).

Le pays a maintenant une chance rare de disposer de pétrole en suffisance pour sa consommation et pour les exportations. Il a maintenant la possibilité - et il le fait effectivement - de se concentrer sur l'agriculture pour satisfaire les besoins nationaux et non sur l'agro-industrie pour l'exportation.

Il n'est pas exclu que les emplois promis apparaissent mais il ne suffit pas de créer les emplois pour y attirer les sans-emplois. Le recrutement des chercheurs n'est pas chose aisée comme l'est d'ailleurs tout système de relation-formation-emploi. Il ne suffit pas de former un médecin ou un agronome pour qu'il devienne un bon chercheur dans son domaine.

L'IRAF s'efforce actuellement d'attirer les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture par des salaires alléchants et la possibilité de retour à l'ancienne fonction si le séjour à l'institut de recherche n'est pas concluant.

La rareté actuelle des cadres favorise une certaine rationalisation et surtout le regroupement de la recherche sur les thèmes prioritaires. Il est difficile de maintenir le même rythme d'activité avec un personnel réduit.

B - Recherche zootechnique et vétérinaire

Elle n'a pas souffert du changement des structures. Elle continue à se faire sous la supervision de l'Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des pays tropicaux devenu l'Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire du Cameroun et qui a hérité de toutes les structures de l'ancien institut. La recherche concerne surtout le gros bétail. L'attention portée aux petits ruminants est tout à fait récente, bien que l'élevage de cette catégorie soit très développé en milieu rural.

Le grand élevage qui a attiré le plus d'investissement de la recherche zootechnique était surtout le monopole des grandes fermes. Mais il s'est progressivement développé au niveau des autochtones soucieux de protéger leurs terres contre l'expropriation. La recherche zootechnique et vétérinaire a bénéficié des effets de la localisation. C'était le seul institut de l'Afrique Centrale francophone. La réputation du Centre de Ngaoundere au nord du Cameroun en faisait un centre de recherche et de formation de l'élite en matière zootechnique et vétérinaire.

Cet institut était déjà camerounais avant sa nationalisation du fait de la non participation de certains états membres à son budget.

Au niveau des cadres, le recrutement comme l'initiation à la recherche ne soulève pas de problèmes insurmontables dans la mesure où le pays en dispose en nombre suffisant et qu'il y met des moyens financiers adéquats.

Le pays a des zootechniciens et des vétérinaires en surnombre parce qu'on les rencontre presque dans toutes les structures administratives de l'ONAREST. Peu d'entre eux cependant acceptent d'aller servir dans les pays voisins démunis tels que le Tchad ou la République Centrafricaine.

La recherche zootechnique et vétérinaire est celle qui se porte le mieux en raison du maintien du personnel et des structures en place. Les perspectives d'avenir sont bonnes.

C - La recherche médicale

Elle se fait au sein de l'IMPM (Institut de recherches médicales et de plantes médicinales) qui regroupe le centre médical de Kumba, l'Institut Pasteur section Cameroun, les sections médicales de l'ancien ORSTOM et la Faculté de Médecine de l'Université de Yaoundé. Un accent particulier semble être mis sur la médecine

traditionnelle qui atteint beaucoup de gens dans les milieux ruraux et qui semblait très négligée jusqu'alors.

Dans le Centre de Kumba comme dans les anciens instituts, la majorité des chercheurs est encore étrangère au pays mais la situation est inverse à la Faculté de Médecine. Là il est possible d'allier la médecine libérale à la recherche. Le caractère hautement rémunérateur de la médecine libérale limite le recrutement des cadres nationaux compétents pour la recherche médicale surtout s'ils n'ont aucune possibilité d'exercer.

Cependant, quoiqu'embryonnaire, la recherche médicale à l'Université tend à se développer. C'est le seul endroit où l'on trouve une grande proportion des chercheurs nationaux de la médecine. Il reste néanmoins difficile de connaître la tendance actuelle de la recherche médicale à la Faculté dans la mesure où elle est liée surtout à la formation. C'est de celle-ci que relève d'ailleurs le gros budget alloué à ce secteur.

Les instituts sont nettement mieux équipés que la Faculté et la recherche y est contraignante. Il est fort probable que pour les cinq ou dix ans à venir, la recherche avancée sera encore le monopole des anciens instituts Pasteur et ORSTOM où la proportion des coopérants est nettement plus élevée qu'à la Faculté.

D - Recherche en sciences humaines

La recherche en sciences humaines reste le monopole de l'Université de même que la recherche sur les techniques industrielles reste le monopole des institutions et des organismes de l'Etat.

La création d'instituts de supervision n'a rien changé à l'organisation des activités. Dans le premier cas, il faut attribuer cela au fait que les chercheurs sont pour la plupart des enseignants et dans le second cas, il s'agit de fonctionnaires ou d'experts dont le travail n'est pas affecté par l'apparition d'un nouvel organisme de tutelle.

2 - La formation du personnel de recherche

La recherche ne se fait pas sans cadres compétents, dévoués et expérimentés. La nationalisation des structures de la recherche ne résoud pas automatiquement ce problème. L'échec de certaines nationalisations tient d'ailleurs à l'absence de cadres compétents dès que la nationalisation provoque le départ des anciens maîtres.

Conscients de ce phénomène, les responsables ont passé des accords de coopération avec les instituts étrangers pour le maintien du personnel d'encadrement nécessaire pour assurer la relève en bon ordre. La formation comme le recrutement du personnel revêt ici une importance particulière.(5)

En ce qui concerne le recrutement, la première mesure pour rendre la carrière des chercheurs intéressante a été la promulgation du décret n° 80/275 du 18 juillet dernier. Ce décret offre beaucoup d'avantages aux chercheurs qui de ce fait apparaissent comme la catégorie la mieux payée de la Fonction Publique. En outre - et ceci est encore unique en Afrique francophone - l'office établit une liaison entre l'enseignement et la recherche afin d'attirer les cadres enseignants à la recherche par la création de la charge d'enseignement. C'est surtout le cas pour les sciences humaines et pour la recherche agronomique à la station et au Centre de Nkolbisson. Il se réalise ainsi un équilibre indispensable entre l'enseignement et la recherche.

difficile

Il paraît néanmoins/à tous les instituts de la DGRST de réaliser leurs plans pour la formation du personnel. Une volonté néanmoins existe. Elle se manifeste de deux manières :

Il y a tout d'abord des accords de coopération avec les pays développés amis. Ceux-ci acceptent les candidats camerounais pour leur formation à l'étrangers. A leur retour ils doivent bien s'adapter aux réalités nationales. Cette adaptation ne pose pratiquement pas de problèmes mais ça prend toujours un peu de

temps avant que les jeunes candidats deviennent opérationnels.

Ensuite il y a l'effort fourni dans le pays-même pour la formation sur le terrain. Ce dernier se révèle peu productif. Beaucoup de cadres en effet sont absorbés dans des tâches d'administration d'instituts et des centres.

Dans certains secteurs les cadres existent mais ne sont pas très bien utilisés. C'est le cas notamment du secteur de la recherche en sciences humaines. Mais la relève dans les anciennes sections médicales de l'ORSTOM et de l'Institut Pasteur se fera très lentement.

3 - Conclusions sur la DGRST

Il est encore trop tôt pour porter un jugement définitif sur une institution qui se bâtit encore et dont l'existence réelle commence il y a à peine deux ans. Il y a lieu de noter cependant certains faits qui marqueront ses orientations futures et procéder à des constatations.

La première constatation qui s'impose en se référant à l'organigramme en annexe est que la nouvelle structure est très centralisée. Elle tranche nettement avec la période précédente caractérisée par une multitude d'organismes de recherche. Mais cette centralisation a ses inconvénients. Si les instituts gardent une certaine autonomie dans l'élaboration des thèmes de recherche, celle-ci doit se conformer aux exigences générales et aux objectifs définis par le Gouvernement. Celui-ci finance des programmes dans lesquels se diluent souvent projets et actions spécifiques. Les contacts avec l'extérieur restent le monopole du sommet parfois un peu imperméable aux réalités sur le terrain.

La deuxième constatation qui s'impose est l'existence d'une volonté nettement exprimée de prendre en main la recherche en vue de promouvoir le développement. Le but premier et avoué est celui-là. Il est à la fois le fondement et la justification de la nationalisation de la recherche.

En troisième lieu , il y a une rupture avec le passé. Il y a une centralisation marquée. On remarque néanmoins que la réorganisation de la recherche ne touche pas de la même manière tous les secteurs de la recherche. Elle frappe plus particulièrement le secteur agricole qui était le plus développé mais qui comptait aussi autant d'instituts qu'il y a de cultures exotiques.

La recherche médicale en a légèrement souffert mais la recherche vétérinaire, industrielle et en sciences humaines n'a pas été perturbée.

La recherche médicale en a légèrement souffert mais continue surtout à éprouver des difficultés pour le recrutement de son personnel. Par contre, les recherches dans les secteurs de médecine vétérinaire, des sciences humaines et de l'industrie n'ont pas été perturbées.

Enfin, la DGRST dispose de moyens financiers adéquats pour atteindre ses buts, mais c'est déjà important d'autant plus qu'il peut toujours compter sur la fierté nationale.

CONCLUSIONS GENERALES

De l'époque coloniale à 1975, le Cameroun a appartenu, du point de vue de la recherche à la grande communauté franco-africaine. La direction de la plupart des organismes opérant sur son sol se trouvait à Paris.

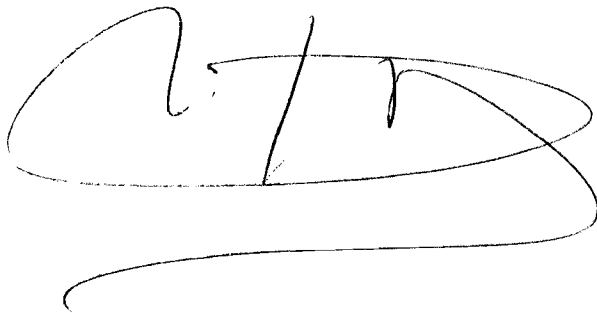
Cette structure a ses avantages et ses inconvénients. Le Cameroun a pu profiter des recherches faites dans d'autres pays de la Communauté sans consentir des investissements conséquents.

A partir de 1974 et surtout à partir de 1975, le Cameroun a amorcé sa démarche pour se soustraire des structures communes pour créer une infrastructure propre.

L'Office créée a des faiblesses et des atouts. Parmi ces derniers, il faut compter les moyens financiers accordés à l'Office pour lui permettre de s'acquérir un équipement adéquat et qui sont toujours restés inépuisés ces dernières années. Il ya aussi pour les chercheurs l'existence d'un statut intéressant. Les responsables politiques du pays mettent beaucoup d'espoir dans le rôle que la DGRST peut jouer ou doit jouer dans le développement socio-économique du Cameroun. Ils espèrent lui faire jouer un rôle dans le plan oubliant que dans certains secteurs, la recherche est un facteur résiduel dont les résultats ne sont palpables qu'à long terme.

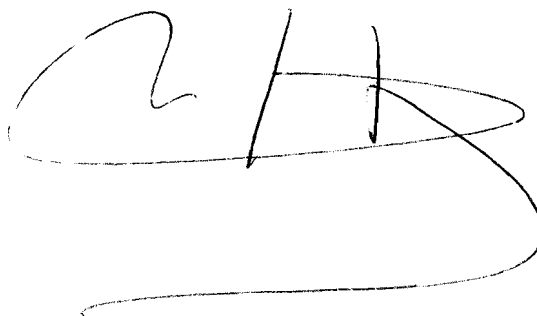
A l'instar du pays, ils ont doté la DGRST d'une organisation très centralisée. Sur le terrain cependant, c'est au Centre que revient la décision surtout dans la définition et l'orientation des programmes.

D'autres pays de la région disposent d'organisations semblables mais aucune n'est pourvue de moyens dont dispose la DGRST pour remplir sa mission.

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.

NOTES

- 1 - Le 4 décembre 1979, l'ONAREST sera restructuré pour devenir la DGRST (Délégation générale à la Recherche scientifique et technique). Ce changement d'appellation n'est pas accompagné de changement dans les objectifs ni dans les mentalités.
- 2 - Il est bon de noter qu'après le déclin du Zaïre et du Nigéria, le Cameroun est devenu le deuxième exportateur africain d'huile de palme après la Côte d'Ivoire, 4^e pour le Cacao et 5^e pour le café.
- 3 - La centralisation des dépenses se fait au niveau de Paris. L'on ne peut dès lors faire de la recherche sur les dépenses sans se rendre à la direction générale des instituts concernés.
- 4 - Le plan quinquennal 1976-1981 prévoit la formation de 500 cadres supérieurs, 700 techniciens supérieurs, 2000 techniciens 10.000 main-d'oeuvre qualifiée, 15.000 main-d'oeuvre spécialisée et 32.230 main-d'oeuvre banale.
- 5 - Rapport d'activités 1979 de l'IRAF, Centre de Njombe pg 89.



DR/LK/102'81/FT

24 février 1981

ANNEXE

BUDGET DE L'ONAREST (1)En millions de FCFA

<u>Année</u>	<u>Fonctionnement</u>	<u>Equipement</u>	<u>Total</u>
1975/76	100	180	280
1976/77	77,5	100	177,5
1977/78	90	000	90
1978/79	82,5	40	122,5
1979/80	90	65	155
1980/81	110	90	200

(1) : Renseignements obtenus à l'ONAREST en décembre 1980. Ce budget est important. Il n'inclut pas le budget de la recherche universitaire qui est encore géré à l'Enseignement Supérieur ni le payement des chercheurs qui sont tous considérés comme fonctionnaires de l'Etat.

De 1976 à 1978, le budget consenti n'était utilisé qu'à 45%. Il a fallu changer des responsables pour augmenter le taux d'utilisation des fonds.

Les centres dépendant de chaque institut au 1er échelon

A - IRAF : (Institut de recherche agricole et forestière)

- Centre de Recherches Agricoles de MAROUA (cultures textiles et vivrières)
- Centre de Recherches agricoles de NJOMBE (cultures vivrières et fruitières)
- Centre de Recherches Agricoles d'EKONA (cultures pérennes)
- Centre de Recherches forestières de DOUALA

B - IRZ : (Institut de Recherches Zootechniques)

- Centre de NGAOUNDERE (WAKWA)
- Centre de BAMBUI

C - IMPM : (Institut de Recherches Médicales et d'Etudes des Plantes Médicinales)

- Centre médicale de KUMBA
- Institut Pasteur Cameroun (Yaounde)
- ORSTOM section d'entomologie médicale et de nutrition (Douala)

D - IRTISS : (Institut de Recherches sur les Techniques, l'Industrie et le sous-sol)

- Centre d'Etudes et d'Expérimentation du Machinisme Agricole à Yaoundé
- Centre (appelé aussi Laboratoire) des Travaux Publiques et de la Construction
- Centre de Recherches sur le Sol et le Sous-sol à Garoua

.../...

Les centres dépendant de chaque institut au 1er échelon (suite)

E - ISH (Institut des Sciences Humaines)

- Centre national d'éducation à Yaoundé
- Centre géographique national à Yaoundé
- Centre des sciences économiques et sociales à Yaoundé
- Centre de Recherches sur les langues et les traditions orales africaines à Yaoundé.

Institutions de formation à la rechercheA - Au Cameroun1) En agriculture

- a) ENSA (Ecole nationale supérieure agronomique)
- b) Les différents centres de recherches où il y a un personnel suffisant. Pour le moment le personnel qualifié ne parvient pas à assurer l'encadrement nécessaire.

2) En médecine

- a) La Faculté de Médecine assure l'encadrement de ceux qui continue la carrière académique
- b) Le centre universitaire pour les sciences de la santé offre un cadre convenable pour la recherche en santé publique et en médecine préventive.
- c) Les laboratoires de l'ancien Institut Pasteur et ORSTOM sont des milieux convenables pour ceux qui ont déjà leur spécialisation en médecine. Ils ne peuvent malheureusement pas accueillir plus de 4 candidats par an.

3) En sciences humaines

L'université offre assez de facilités surtout avec son Centre des recherches économiques et sociales. Dans ce cadre malheureusement on ne peut couvrir tous les domaines.

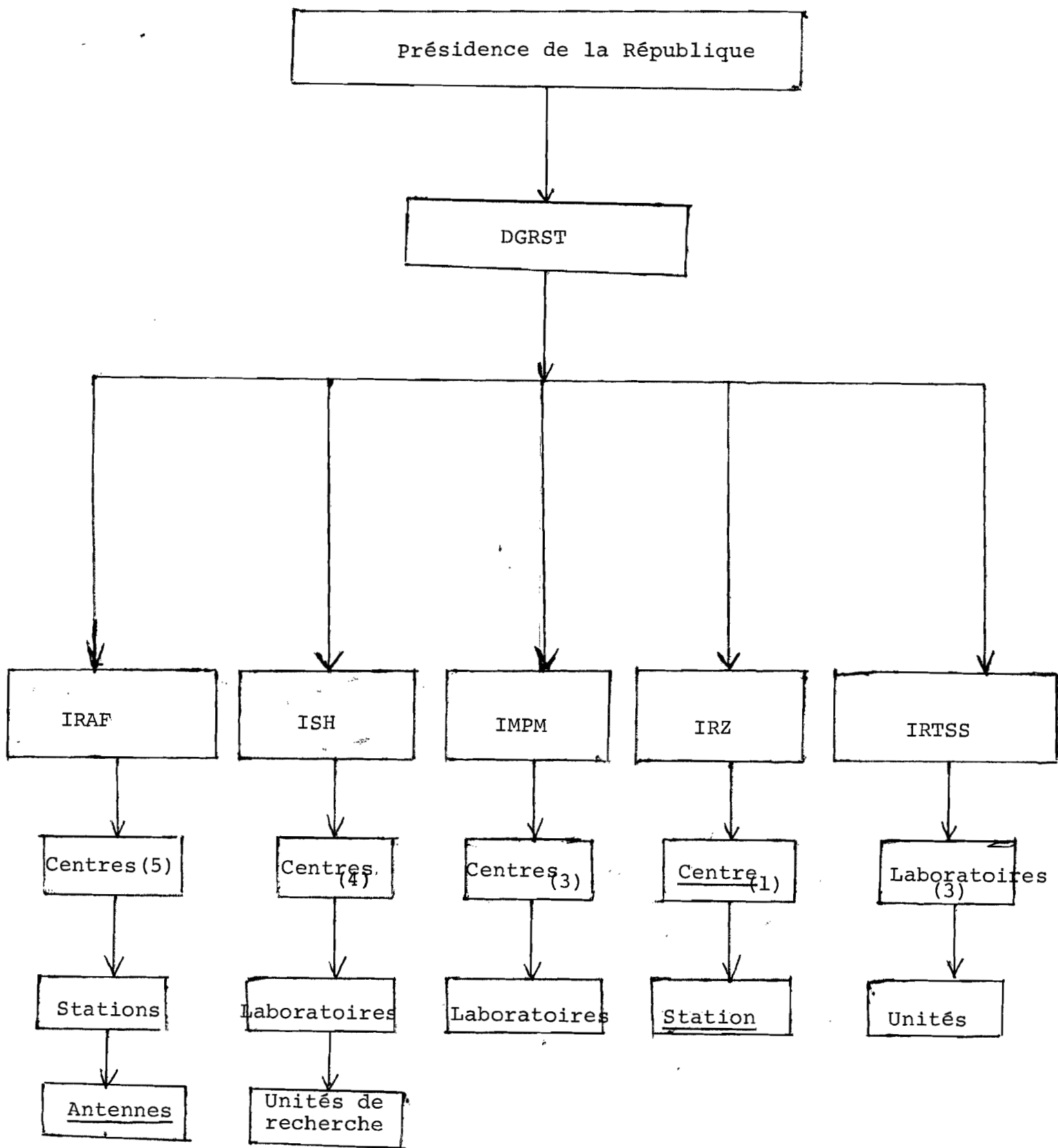
4) En zootechnieB - A l'étranger

L'Europe Occidentale et de plus en plus l'Amérique du Nord accueillent les stagiaires du Cameroun. Cette formule reste la meilleure parce que l'encadrement sur place freine la recherche des cadres compétents. Si la spécialisation en médecine reste encore tournée vers la France, l'initiation à la recherche en

.../...

Institutions de formation à la recherche (suite)

technique appliquée et en économie agricole s'oriente de plus en plus vers l'Amérique du Nord.



ORGANISATION ACTUELLE DE LA DGRST